

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 1919.

**Projet de loi établissant une dotation au profit des combattants
de la guerre de 1914-1918.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La Nation reconnaissante a exprimé, à diverses reprises, sa volonté de récompenser les services des vaillants soldats qui ont défendu l'honneur du drapeau et assuré la libération du territoire.

Les gratifications accordées au moment de la démobilisation, l'augmentation de paie du chevron, l'indemnité pour les charges de ménage ne sont que des mesures provisionnelles dont la réalisation s'imposait dès la clôture des opérations de campagne.

Il faut aller plus loin, et compléter ces avantages par des dispositions durables.

Tel est le but du projet de loi.

Il prévoit deux sortes de récompenses :

La première, destinée aux militaires de rang subalterne exclusivement, consiste en une allocation de famille qui sera versée au combattant et à chacun de ses enfants nés ou à naître. La part de l'homme qui est mort sur le champ de bataille ou à la suite de ses blessures sera reportée sur sa veuve et ses enfants, et à leur défaut sur ses ascendants.

Afin de prévenir les dissipations presque inévitables au moment du retour du soldat, ces diverses allocations ne seront réglées que six mois après la démobilisation et au plus tôt le 20 janvier 1920, afin de ne pas surcharger le budget du présent exercice.

La seconde récompense est accordée aux militaires de tout rang; elle est motivée par le souci d'assurer une assistance au combattant quand le poids

de la fatigue et des années commencera à se faire sentir. Elle est constituée par une rente viagère réversible sur la veuve et les enfants âgés de moins de 18 ans.

La rente est proportionnée au nombre de chevrons obtenus. Il est juste de tenir compte du temps passé sous les drapeaux, et de la durée du labeur fourni.

Ce sont les chevrons de front qui détermineront la gradation de la rente. Comme ils ne sont définis par aucun texte législatif, un arrêté royal pris en exécution du projet y pourvoira. L'arrêté pourra relever de la déchéance les militaires qui ont perdu leurs chevrons pour des faits qui ne portent aucune atteinte à l'honneur ni à l'intérêt de l'armée. Il serait inique de priver le soldat coupable de peccadille, d'une récompense pécuniaire obtenue par des années illustrées par son courage et son endurance.

Le projet déclare qu'il n'y a pas incompatibilité entre les pensions prévues par la loi sur la matière et la rente du chevron. Le cumul se justifie : les premières sont la réparation d'un dommage subi ou l'exécution d'une promesse légale antérieure à l'entrée au service; la seconde est la récompense d'un effort exceptionnel accompli au milieu des plus grands périls.

A côté des soldats, il y a des auxiliaires qui ont apporté à l'armée un concours précieux, nous voulons parler des infirmières qui, sous la Haute impulsion de S. M. la Reine, ont donné un exemple touchant du dévouement et de la force morale dont la femme est capable. Il est de toute justice de les confondre avec les combattants dans l'expression de la reconnaissance publique.

Il est malaisé de faire, dès à présent, l'évaluation des charges financières du projet. Certains renseignements statistiques font défaut et il faudra un temps assez long pour les recueillir. A l'aide des données que nous possédons, nous croyons pouvoir estimer à 150 millions la dépense qui résultera de la première disposition, et à 250 millions le capital nécessaire au service de la seconde.

Le Ministre de la Guerre,
Fg. MASSON.

**Projet de loi établissant une dotation
au profit des combattants de la
guerre de 1914-1918.**

**Wetsontwerp houdende instelling eene
begiftiging ten voordeele der strij-
ders van den oorlog van 1914-1918.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

**Sur la proposition de Notre Ministre
de la Guerre,**

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

**Le projet dont la teneur suit, sera
présenté, en Notre nom, aux Chambres
législatives :**

TITRE PREMIER.

Allocations de famille.

CHAPITRE PREMIER.

ARTICLE PREMIER.

**Les militaires de rang subalterne
présents sous les armes à une date
antérieure au 11 novembre 1918, rece-
vront une récompense dite « allocation
de famille ».**

**Elle leur sera attribuée indépendam-
ment des autres avantages accordés au
moment de la démobilisation.**

ART. 2.

**L'allocation sera de 300 francs par
tête.**

ART. 3.

**Si le militaire est marié et père de
famille, chacun de ses enfants légitimes,
nés ou à naître, à l'exclusion de ceux**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil.

**Op voorstel van Onzen Minister van
Oorlog,**

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN .

**Het wetsontwerp waarvan de inhoud
volgt, zal, uit Onzen naam aan de Wet-
gevende Kamers onderworpen worden :**

TITEL ÉÉN.

Familieaandeelen

EERSTE HOOFDSTUK.

ARTIKEL ÉÉN.

**De militairen van lageren rang on-
der de wapenen aanwezig vóór den
11^e November 1918, zullen eene be-
looning ontvangen genaamd « familie-
belooning ».**

**Het zal hun toegekend worden bui-
ten de andere op het oogenblik der
démobilisatie verleende voordeelen.**

ART. 2.

**Het aandeel zal 300 frank per hoofd
bedragen.**

ART. 3.

**Zoo de militair gehuwd en huisvader
is, zal elk zijner geboren of ter wereld
te komen wettige kinderen, met uit-**

âgés de 18 ans accomplis à la date du 11 novembre 1918, recevra une somme de 100 francs en un livret de caisse d'épargne.

Si l'un des enfants est prédécédé, laissant lui-même des enfants, ceux-ci toucheront tous ensemble l'allocation à laquelle leur auteur aurait eu droit.

Un arrêté royal déterminera le mode de constitution des livrets, ainsi que les conditions dans lesquelles les bénéficiaires pourront en disposer.

ART. 4.

Les allocations seront réglées à l'expiration des six mois qui suivront la démobilisation, sauf ce qui est dit au titre IV.

Toutefois elles ne seront payées, si le bénéficiaire est célibataire, que lorsqu'il aura atteint l'âge de 40 ans, à moins qu'il se marie avant l'expiration de ce terme; dans ce cas, les allocations seront liquidées dans le mois qui suivra la célébration du mariage.

ART. 5.

Les infirmières, attachées à un établissement hospitalier de l'armée à une date antérieure au 11 novembre 1918, bénéficieront des allocations prévues aux articles 2 et 3. Elles leur seront payées comme il est dit au § 1^{er} de l'article 4.

CHAPITRE II.

ART. 6.

Si le militaire est décédé avant la promulgation de la présente loi, sa

sluiting van diegene welke op datum van 11 November 1918, den vollen ouderdom van 18 jaar hebben bereikt, eene somme ontvangen van 100 frank op een spaarboekje ingeschreven.

Indien een der kinderen eerst is overleden, zelf kinderen achterlatend, zullen deze laatsten te samen het aandeel trekken waarop hun vader zou hebben recht gehad.

Een koninklijk besluit zal de wijze bepalen waarop de boekjes zullen worden gegeven, evenals de omstandigheden waarin de dragers er zullen kunnen overbeschikken.

ART. 4.

De aandeelen zullen vereffend worden op 't einde der zes maanden die op de demobilisatie zullen volgen, behoudens hetgene bij titel II wordt vermeld.

Zij zullen echter, indien de belanghebbende ongehuwd is, slechts uitbetaald worden wanneer hij den ouderdom van 40 jaar zal hebben bereikt, tenzij hij vóór het verstrijken van dezen termijn in het huwelijk trede; in dit geval, zullen de aandeelen vereffend worden binnen de maand na 't voltrekken van het huwelijk.

ART. 5.

De ziekenverpleegsters, werkzaam bij een hospitaal van het leger op eenen datum vóór den 11 November 1918, zullen de bij artikelen 2 en 3 voorziene aandeelen genieten. Zij zullen hun uitbetaald worden zooals vermeld bij § 1 van artikel 4.

HOOFDSTUK II.

ART. 6.

Indien de militair vóór de afkondiging van onderhavige wet is overleden,

veuve non remariée aura droit aux allocations qu'il aurait touchées, s'il avait survécu, et chacun de ses enfants légitimes ou naturels bénéficiera des avantages stipulés au titre précédent.

Si l'épouse du militaire est prédécédée, l'allocation de 300 francs sera partagée entre les enfants du défunt ou leurs descendants, comme il est dit à l'article 3.

A défaut de la veuve et de postérité, l'allocation sera recueillie par les ascendants les plus proches en degré.

ART. 7.

Si le militaire vient à mourir après la promulgation de la présente loi et avant d'avoir reçu son allocation, celle-ci sera attribuée :

A la veuve survivante ;

A son défaut, à ses enfants ou petits-enfants dans les conditions stipulées à l'article 3 ;

Enfin, aux ascendants à défaut de veuve et de postérité.

TITRE II.

Rente des chevrons.

ART. 8.

Il est institué en faveur des militaires de tout rang, présents sous les armes, à une date antérieure au 11 novembre 1918, une rente viagère à raison de leurs chevrons de front.

ART. 9.

Cette rente sera de 100 francs par an pour le premier chevron et de 50 francs

zal zijne niet hertrouwde weduwe recht hebben op de aandeelen welke hij zou getrokken hebben indien hij in leven was gebleven, en ieder zijner wettige of onwettige kinderen zal de bij voorgaanden titel bepaalde voordeelen genieten.

Indien de echtgenoot van den militair eerst is overleden, zal het aandeel van 300 frank verdeeld worden onder de kinderen van den overledene of hunne afstammelingen, zooals zulks bij artikel 3 is vermeld.

Bij gebreke der weduwe en van afstammelingen, zal het aandeel opgetrokken worden door de naastbij in graad bestaande verwanten in opgaande lijn.

ART. 7.

Komt de militair te overlijden na de afkondiging van de onderhavige wet en vooraleer zijn aandeel te hebben ontvangen, dan zal deze toegekend worden :

Aan de overlevende weduwe ;

Bij dezer ontstentenis, aan zijne kinderen of kleinkinderen in de bij artikel 3 bepaalde omstandigheden ;

Ten slotte, aan de verwanten in opgaande lijn, bij ontstentenis van weduwe of van afstammelingen.

TITEL II.

Chevronsrente.

ART. 8.

Er wordt ten voordeele der militairen van allen rang, die onder de wapenen aanwezig waren op eenen datum vóór den 11ⁿ November 1918, eene lijfrente ingesteld naar gelang hunner frontchevrons.

ART. 9.

De rente zal 100 frank per jaar bedragen voor den eersten chevron en

pour les autres; elle prendra cours à partir du jour où le militaire aura atteint l'âge de 55 ans.

ART. 10.

En cas de décès du militaire, sa veuve touchera la rente à laquelle il aurait e droit En cas de décès de la veuve, la rente sera attribuée aux enfants, jusqu'à ce qu'ils aient atteint respectivement l'âge de 18 ans.

ART. 11.

Si le bénéficiaire vient à mourir après l'échéance de la rente, celle-ci sera dévolue à sa veuve et, à son défaut, à ses enfants, dans les conditions énoncées ci-dessus.

ART. 12.

En cas de divorce ou de séparation de corps prononcés contre l'épouse, celle-ci sera déchue des avantages stipulés au présent titre. La rente sera reversée sur la tête des enfants communs jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis.

ART. 13.

Si la veuve se remarie, la rente sera dévolue pour moitié aux enfants du premier lit.

ART. 14.

Si le militaire est décédé pendant la campagne des suites de blessure ou de maladie contractée dans le service, sa veuve et, à son défaut, ses enfants jus-

50 frank voor de anderen; zij zal aanvang nemen te rekenen van den dag waarop de militair den ouderdom van 55 jaar zal bereikt hebben.

ART. 10.

Bij overlijden van den militair, zal zijne weduwe de rente genieten waarop hij zoude recht gehad hebben. Bij overlijden der weduwe zal de rente aan de kinderen toegekend worden tot wanneer zij den ouderdom van 18 jaar zullen bereikt hebben.

ART. 11.

Bij overlijden des genietters na den vervaltijd der rente, zal deze overgaan op zijne weduwe en, bij dezer ontstentenis, op zijne kinderen, onder hierbovenvermelde voorwaarden.

ART. 12.

In geval van scheiding uit den echt of bij lijve, ten nadeele der echtgenoot uitgesproken, zal deze laatste van de bij onderhavigen titel bepaalde voordeelen vervallen verklaard worden. De rente zal aan de kinderen gemeenschappelijk ten goede komen tot op vollen achttienjarigen ouderdom.

ART. 13.

Bij opnieuw in den echt treden der weduwe, zal de helft der rente op de kinderen van het eerste huwelijk overgaan.

ART. 14.

Indien de militair tijdens den veldtocht aan de gevolgen van verwondingen of van in den dienst opgedane ziekte overleden is, zullen de weduwe

qu'à l'âge de 18 ans, bénéficieront de la rente.

Celle-ci sera toujours calculée suivant le nombre de 8 chevrons.

ART. 15.

Les infirmières qui ont été au service de l'armée belge à une date antérieure au 11 novembre 1918, recevront une rente dont le taux sera déterminé à raison de 100 francs pour la première année de présence et de 50 francs pour chaque période subséquente de six mois.

Tous les articles du présent titre lui sont applicables, sauf la modification de la disposition ci-après.

ART. 16.

Si l'infirmière est décédée pendant la campagne des suites de blessure ou de maladie contractée dans le service, ses enfants auront droit à une rente calculée sur la base de quatre ans et demi de présence.

TITRE III.

Des disparus

ART. 17.

Les dispositions prévues aux titres I et II en faveur de la veuve et de la famille du militaire décédé sont applicables à l'épouse et à la famille de celui qui est signalé comme « disparu ».

ART. 18.

Un arrêté royal déterminera les conditions dans lesquelles un homme sera réputé « disparu » dans le sens spécial de la présente loi.

of, bij dezer ontstentenis, hare kinderen tot op achttienjarigen ouderdom de rente genieten.

Deze zal in ieder geval op grondslag van 8 chevrons berekend worden.

ART. 15.

De ziekenverpleegsters die, op eenen datum vóór den 11^e November 1918, in dienst van het Belgisch leger waren, zullen eene rente ontvangen vastgesteld op 100 frank voor het eerste jaar aanwezigheid en op 50 frank voor elk bijkomend tijdperk van zes maanden.

Al de artikelen van onderhavigen titel zijn op haar toepasselijk bij uitzondering van hiernavolgende schikkingen.

ART. 16.

Indien de ziekenverpleegster tijdens den veldtocht aan de gevolgen van verwondingen of van in den dienst opgedane ziekte overleden is, zullen hare kinderen recht hebben op eene rente berekend op grondslag van vier jaar en half aanwezigheid.

TITEL III.

Over de vermisten

ART. 17.

De schikkingen voorzien bij titels I en II ten bate der weduwe en der familie van den overleden militair, zijn toepasselijk op de echtgenooten en op de familie van hem die als « vermist » aangeschreven staat.

ART. 18.

Een koninklijk besluit zal de omstandigheden bepalen waarin een man als « vermiste » aangeschreven staat in de bijzondere beteekenis van onderhavige wet.

TITRE IV.**Dispositions communes aux titres précédents.****ART. 19.**

Les allocations et la rente prévues aux titres précédents sont incessibles et insaisissables pour le tout.

ART. 20.

Elles sont indépendantes des dispositions qui seront prises ou qui sont en vigueur en vertu des lois sur les accidents du travail, des lois sur les pensions ainsi que des dispositions législatives prises en faveur des invalides de la guerre.

ART. 21.

Le paiement des allocations et arrérages prévus ci-dessus sera effectué au plus tôt à la date du 20 janvier 1920.

ART. 22.

Les droits à l'obtention et à la jouissance de l'allocation de famille ainsi qu'à la rente des chevrons sont suspendus dans les cas prévus à l'article 27 de la loi du 24 mai 1838 sur les pensions militaires.

ART. 23.

Un arrêté royal déterminera les conditions dans lesquelles seront attribués les chevrons de front donnant droit à la rente viagère prévue au titre II et

TITEL IV.**Schikkingen die aan de voorgaande titels gemeen zijn.****ART. 19.**

De aandeelen en de rente bij voorgaande titels voorzien zijn over het geheel onafstaanbaar en onaantastbaar.

ART. 20.

Zij zijn onafhankelijk van de bepalingen die zullen getroffen worden of in voege zijn krachtens de wetten op de werkongevallen, de wetten op de pensioenen alsmede de wetgevende schikkingen getroffen ten bate der oorlogsverminkten.

ART. 21.

De betaling der hierboven voorziene aandeelen en achterstellige sommen zal ten vroegste op datum van 20 Januari 1920 geschieden.

ART. 22.

De rechten tot het bekomen of tot het genieten van het familiaaandeel alsmede der chevronsrente worden geschorst in de gevallen voorzien bij artikel 27 der wet van 24 Mei 1838 op de militaire pensioenen.

ART. 23.

Een koninklijk besluit zal de omstandigheden bepalen waarin de frontchevrons zullen toegekend worden, die recht geven op de lijfrente voorzien bij

réglera les différentes questions relatives au titre à remettre aux intéressés et au service de la rente.	titel II en zal de verschillende vraag- stukken regelen betreffende het aan de belanghebbenden af te leveren bescheid en den rentedienst.
---	--

Donné à Bruxelles, le 6 février 1919.

Gegeven te Brussel, den 6^e Fe-
bruari 1919.**ALBERT**

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Guerre,

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Oorlog,*Fg. MASSON.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 FEBRUARI 1919.

Wetsontwerp houdende instelling eener begiftiging ten voordeele der strijders
van den oorlog van 1914-1918.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Herhaalde malen heeft de dankbare Natie haren wil uitgedrukt de diensten te beloonen der dappere soldaten die de eer van het vaandel hebben verdedigd en het grondgebied hebben vrijgevochten.

De op het oogenblik der demobilisatie verleende toelagen, de verhooging der opsoldij van den chevron, de vergoeding voor huishoudlasten zijn slechts voorloopige maatregelen waarvan de verwezenlijking zich onmiddellijk na de krijgsverrichtingen opdroeg.

Er dient verder gegaan en die voordeelen met duurzame schikkingen aan te vullen.

Dit is het doel van het wetsontwerp.

Het voorziet twee soorten belooning :

De eerste, uitsluitend tot de militairen van lageren rang bestemd, bestaat uit een familieaandeel dat aan den strijder en aan elk zijner geboren of ter wereld te komen kinderen zal gestort worden. Het aandeel van den man die op het slagveld of tegenvolge van kwetsuren is overleden zal op zijne weduwe en zijne kinderen, en, bij dezer ontstentenis, op zijne verwanten in opgaande lijn worden overgebracht.

Ter einde de verkwisting te vermijden, schier onvermijdelijk op het oogenblik van den terugkeer des soldaats, zullen deze verschillende verstrekkingsen eerst geregeld worden zes maanden na de demobilisatie en ten vroegste den 20^e Januari 1920, om de begrooting van het loopend dienstjaar niet te overlasten.

De tweede belooning wordt aan de militairen van allen rang verleend; zij vindt hare reden in de bezorgdheid om den strijder bij te staan wanneer de last der vermoeienis en der jaren zijn druk zal doen voelen. Zij bestaat uit eene op de weduwe en de kinderen beneden 18 jaar overgangbare jaarlijksche rente.

De rente staat in verhouding met het aantal bekomen chevrons. Het is billijk rekening te houden met den onder de wapenen doorgebrachten tijd, en met den duur van het geleverd werk.

Het zijn de frontchevrons die als leiddraad tot de trapsgewijze verhooging der rente zullen dienen. Aangezien geen wettelijke tekst het bestaan er van vaststelt, zal een in uitvoering van het ontwerp getroffen koninklijk besluit hierin voorzien. Het besluit zal in hunne rechten kunnen herstellen de militairen die hunne chevrons verloren om feiten die geene inbreuk maken op 's legers eer of belang. Het ware niet billijk den aan een licht vergrijp schuldigen soldaat te berooven van eene geldelijke belooning welke hij bekomen heeft met door zijnen moed en zijne taaiheid opgeluisterde jaren.

Het wetsontwerp verklaart dat geene onvereinbaarheid bestaat tusschen de bij de wet ter zake voorziene pensioenen en de chevronsrente. De samengang is rechtvaardig: de eerste zijn de herstelling van geleden schade of de uitvoering eener wettige belofte vóór de indiensttreding, de tweede is de belooning van eene midden der grootste gevaren vervulde buitengewone inspanning.

Nevens de soldaten, zijn er hulpdienaars die aan het leger eene waardevolle medewerking hebben verleend: wij bedoelen de ziekenverpleegsters welke, onder de Hooge aansporing van H. M. de Koningin, een treffend voorbeeld gaven der toewijding en der zedelijke kracht waartoe de vrouw bekwaam is. Het is allerrechtvaardigst ze, in de uitdrukking der openbare dankbaarheid, bij de soldaten aan te sluiten.

Het is moeilijk van nu af de financiëele lasten van het ontwerp te schatten. Sommige statistiek-inlichtingen ontbreken en er zal een ruimen tijd noodig zijn om ze in te winnen. Met behulp der gegevens welke wij bezitten, meenen wij op 150 millioen de uitgave te kunnen ramen waartoe de eerste beschikking zal aanleiding geven, en op 250 millioen het tot den dienst der tweede uitgave benoodigd kapitaal.

De Minister van Oorlog,
Fg. MASSON.

**Projet de loi établissant une dotation
au profit des combattants de la
guerre de 1914-1918.**

**Wetsontwerp houdende instelling eene
begiftiging ten voordeele der strij-
ders van den oorlog van 1914-1918.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Guerre,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet dont la teneur suit, sera
présenté, en Notre nom, aux Chambres
législatives :

TITRE PREMIER.

Allocations de famille.

CHAPITRE PREMIER.

ARTICLE PREMIER.

Les militaires de rang subalterne
présents sous les armes à une date
antérieure au 11 novembre 1918, rece-
vront une récompense dite « allocation
de famille ».

Elle leur sera attribuée indépendam-
ment des autres avantages accordés au
moment de la démobilisation.

ART. 2.

L'allocation sera de 300 francs par
tête.

ART. 3.

Si le militaire est marié et père de
famille, chacun de ses enfants légitimes,
nés ou à naître, à l'exclusion de ceux

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Oorlog,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud
volgt, zal, uit Onzen naam aan de Wet-
gevende Kamers onderworpen worden :

TITEL EÉN.

Familieaandeelen

EERSTE HOOFDSTUK.

ARTIKEL EÉN.

De militairen van lageren rang on-
der de wapenen aanwezig vóór den
11ⁿ November 1918, zullen eene be-
looning ontvangen genaamd « familie-
beloening ».

Het zal hun toegekend worden bui-
ten de andere op het oogenblik der
démobilisatie verleende voordeelen.

ART. 2.

Het aandeel zal 300 frank per hoofd
bedragen.

ART. 3.

Zoo de militair gehuwd en huisvader
is, zal elk zijner geboren of ter wereld
te komen wettige kinderen, met uit-

âgés de 18 ans accomplis à la date du 11 novembre 1918, recevra une somme de 100 francs en un livret de caisse d'épargne.

Si l'un des enfants est prédécédé, laissant lui-même des enfants, ceux-ci toucheront tous ensemble l'allocation à laquelle leur auteur aurait eu droit.

Un arrêté royal déterminera le mode de constitution des livrets, ainsi que les conditions dans lesquelles les bénéficiaires pourront en disposer.

ART. 4.

Les allocations seront réglées à l'expiration des six mois qui suivront la démobilisation, sauf ce qui est dit au titre IV.

Toutefois elles ne seront payées, si le bénéficiaire est célibataire, que lorsqu'il aura atteint l'âge de 40 ans, à moins qu'il se marie avant l'expiration de ce terme; dans ce cas, les allocations seront liquidées dans le mois qui suivra la célébration du mariage.

ART. 5.

Les infirmières, attachées à un établissement hospitalier de l'armée à une date antérieure au 11 novembre 1918, bénéficieront des allocations prévues aux articles 2 et 3. Elles leur seront payées comme il est dit au § 1^{er} de l'article 4.

CHAPITRE II.

ART. 6.

Si le militaire est décédé avant la promulgation de la présente loi, sa

sluiting van diegene welke op datum van 11 November 1918, den vollen ouderdom van 18 jaar hebben bereikt, eene somme ontvangen van 100 frank op een spaarboekje ingeschreven.

Indien een der kinderen eerst is overleden, zelf kinderen achterlatend, zullen deze laatsten te samen het aandeel trekken waarop hun vader zou hebben recht gehad.

Een koninklijk besluit zal de wijze bepalen waarop de boekjes zullen worden gegeven, evenals de omstandigheden waarin de dragers er zullen kunnen overbeschikken.

ART. 4.

De aandeelen zullen vereffend worden op 't einde der zes maanden die op de demobilisatie zullen volgen, behoudens hetgene bij titel II wordt vermeld.

Zij zullen echter, indien de belanghebbende ongehuwd is, slechts uitbetaald worden wanneer hij den ouderdom van 40 jaar zal hebben bereikt, tenzij hij vóór het verstrijken van dezen termijn in het huwelijk trede; in dit geval, zullen de aandeelen vereffend worden binnen de maand na 't voltrekken van het huwelijk.

ART. 5.

De ziekenverpleegsters, werkzaam bij een hospitaal van het leger op eenen datum vóór den 11 November 1918, zullen de bij artikelen 2 en 3 voorziene aandeelen genieten. Zij zullen hun uitbetaald worden zooals vermeld bij § 1 van artikel 4.

HOOFDSTUK II.

ART. 6.

Indien de militair vóór de afkondiging van onderhavige wet is overleden,

veuve non remariée aura droit aux allocations qu'il aurait touchées s'il avait survécu, et chacun de ses enfants légitimes ou naturels bénéficiera des avantages stipulés au titre précédent.

Si l'épouse du militaire est prédécédée, l'allocation de 300 francs sera partagée entre les enfants du défunt ou leurs descendants, comme il est dit à l'article 3.

A défaut de la veuve et de postérité, l'allocation sera recueillie par les ascendants les plus proches en degré.

ART. 7.

Si le militaire vient à mourir après la promulgation de la présente loi et avant d'avoir reçu son allocation, celle-ci sera attribuée :

A la veuve survivante ;

A son défaut, à ses enfants ou petits-enfants dans les conditions stipulées à l'article 3 ;

Enfin, aux ascendants à défaut de veuve et de postérité.

TITRE II.

Rente des chevrons.

ART. 8.

Il est institué en faveur des militaires de tout rang, présents sous les armes, à une date antérieure au 11 novembre 1918, une rente viagère à raison de leurs chevrons de front.

ART. 9.

Cette rente sera de 100 francs par an pour le premier chevron et de 50 francs

zal zijne niet hertrouwde weduwe recht hebben op de aandeelen welke hij zou getrokken hebben indien hij in leven was gebleven, en ieder zijner wettige of onwettige kinderen zal de bij voorgaanden titel bepaalde voordeelen genieten.

Indien de echtgenoot van den militair eerst is overleden, zal het aandeel van 300 frank verdeeld worden onder de kinderen van den overledene of hunne afstammelingen, zooals zulks bij artikel 3 is vermeld.

Bij gebreke der weduwe en van afstammelingen, zal het aandeel opgetrokken worden door de naastbij in graad bestaande verwanten in opgaande lijn.

ART. 7.

Komt de militair te overlijden na de afkondiging van de onderhavige wet en vooraleer zijn aandeel te hebben ontvangen, dan zal deze toegekend worden :

Aan de overlevende weduwe ;

Bij dezer ontstentenis, aan zijne kinderen of kleinkinderen in de bij artikel 3 bepaalde omstandigheden ;

Ten slotte, aan de verwanten in opgaande lijn, bij ontstentenis van weduwe of van afstammelingen.

TITEL II.

Chevronsrente.

ART. 8.

Er wordt ten voordeele der militairen van allen rang, die onder de wapenen aanwezig waren op eenen datum vóór den 11ⁿ November 1918, eene lijfrente ingesteld naar gelang hunner frontchevrons.

ART. 9.

De rente zal 100 frank per jaar bedragen voor den eersten chevron en

pour les autres; elle prendra cours à partir du jour où le militaire aura atteint l'âge de 55 ans.

ART. 10.

En cas de décès du militaire, sa veuve touchera la rente à laquelle il aurait eu droit. En cas de décès de la veuve, la rente sera attribuée aux enfants, jusqu'à ce qu'ils aient atteint respectivement l'âge de 18 ans.

ART. 11.

Si le bénéficiaire vient à mourir après l'échéance de la rente, celle-ci sera dévolue à sa veuve et, à son défaut, à ses enfants, dans les conditions énoncées ci-dessus.

ART. 12.

En cas de divorce ou de séparation de corps prononcés contre l'épouse, celle-ci sera déchue des avantages stipulés au présent titre. La rente sera reversée sur la tête des enfants communs jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis.

ART. 13.

Si la veuve se remarie, la rente sera dévolue pour moitié aux enfants du premier lit.

ART. 14.

Si le militaire est décédé pendant la campagne des suites de blessure ou de maladie contractée dans le service, sa veuve et, à son défaut, ses enfants jus-

50 frank voor de anderen; zij zal aanvang nemen te rekenen van den dag waarop de militair den ouderdom van 55 jaar zal bereikt hebben.

ART. 10.

Bij overlijden van den militair, zal zijne weduwe de rente genieten waarop hij zoude recht gehad hebben. Bij overlijden der weduwe zal de rente aan de kinderen toegekend worden tot wanneer zij den ouderdom van 18 jaar zullen bereikt hebben.

ART. 11.

Bij overlijden des genietters na den vervaltijd der rente, zal deze overgaan op zijne weduwe en, bij dezer ontstentenis, op zijne kinderen, onder hierbovenvermelde voorwaarden.

ART. 12.

In geval van scheiding uit den echt of bij lijve, ten nadeele der echtgenooten uitgesproken, zal deze laatste van de bij onderhavigen titel bepaalde voordeelen vervallen verklaard worden. De rente zal aan de kinderen gemeenschappelijk ten goede komen tot op vollen achttienjarigen ouderdom.

ART. 13.

Bij opnieuw in den echt treden der weduwe, zal de helft der rente op de kinderen van het eerste huwelijk overgaan.

ART. 14.

Indien de militair tijdens den veldtocht aan de gevolgen van verwondingen of van in den dienst opgedane ziekte overleden is, zullen de weduwe

qu'à l'âge de 18 ans, bénéficieront de la rente.

Celle-ci sera toujours calculée suivant le nombre de 8 chevrons.

ART. 15.

Les infirmières qui ont été au service de l'armée belge à une date antérieure au 11 novembre 1918, recevront une rente dont le taux sera déterminé à raison de 100 francs pour la première année de présence et de 50 francs pour chaque période subséquente de six mois.

Tous les articles du présent titre lui sont applicables, sauf la modification de la disposition ci-après.

ART. 16.

Si l'infirmière est décédée pendant la campagne des suites de blessure ou de maladie contractée dans le service, ses enfants auront droit à une rente calculée sur la base de quatre ans et demi de présence.

TITRE III.

Des disparus

ART. 17.

Les dispositions prévues aux titres I et II en faveur de la veuve et de la famille du militaire décédé sont applicables à l'épouse et à la famille de celui qui est signalé comme « disparu ».

ART. 18.

Un arrêté royal déterminera les conditions dans lesquelles un homme sera réputé « disparu » dans le sens spécial de la présente loi.

of, bij dezer ontstentenis, hare kinderen tot op achttienjarigen ouderdom de rente genieten.

Deze zal in ieder geval op grondslag van 8 chevrons berekend worden.

ART. 15.

De ziekenverpleegsters die, op eenen datum vóór den 11ⁿ November 1918, in dienst van het Belgisch leger waren, zullen eene rente ontvangen vastgesteld op 100 frank voor het eerste jaar aanwezigheid en op 50 frank voor elk bijkomend tijdperk van zes maanden.

Al de artikelen van onderhavigen titel zijn op haar toepasselijk bij uitzondering van hiernavolgende schikkingen.

ART. 16.

Indien de ziekenverpleegster tijdens den veldtocht aan de gevolgen van verwondingen of van in den dienst opgedane ziekte overleden is, zullen hare kinderen recht hebben op eene rente berekend op grondslag van vier jaar en half aanwezigheid.

TITEL III.

Over de vermisten

ART. 17.

De schikkingen voorzien bij titels I en II ten bate der weduwe en der familie van den overleden militair, zijn toepasselijk op de echtgenoote en op de familie van hem die als « vermist » aangeschreven staat.

ART. 18.

Een koninklijk besluit zal de omstandigheden bepalen waarin een man als « vermiste » aangeschreven staat in de bijzondere beteekenis van onderhavige wet.

TITRE IV.**Dispositions communes aux titres précédents.****ART. 19.**

Les allocations et la rente prévues aux titres précédents sont incessibles et insaisissables pour le tout.

ART. 20.

Elles sont indépendantes des dispositions qui seront prises ou qui sont en vigueur en vertu des lois sur les accidents du travail, des lois sur les pensions ainsi que des dispositions législatives prises en faveur des invalides de la guerre.

ART. 21.

Le paiement des allocations et arrérages prévus ci-dessus sera effectué au plus tôt à la date du 20 janvier 1920.

ART. 22.

Les droits à l'obtention et à la jouissance de l'allocation de famille ainsi qu'à la rente des chevrons sont suspendus dans les cas prévus à l'article 27 de la loi du 24 mai 1838 sur les pensions militaires.

ART. 23.

Un arrêté royal déterminera les conditions dans lesquelles seront attribués les chevrons de front donnant droit à la rente viagère prévue au titre II et

TITEL IV.**Schikkingen die aan de voorgaande titels gemeen zijn.****ART. 19.**

De aandeelen en de rente bij voorgaande titels voorzien zijn over het geheel onafstaanbaar en onaantastbaar.

ART. 20.

Zij zijn onafhankelijk van de bepalingen die zullen getroffen worden of in voege zijn krachtens de wetten op de werkongevallen, de wetten op de pensionen alsmede de wetgevende schikkingen getroffen ten bate der oorlogsverminkten.

ART. 21.

De betaling der hierboven voorziene aandeelen en achterstellige sommen zal ten vroegste op datum van 20. Januari 1920 geschieden.

ART. 22.

De rechten tot het bekomen of tot het genieten van het familiaandeel alsmede der chevronsrente worden geschorst in de gevallen voorzien bij artikel 27 der wet van 24 Mei 1838 op de militaire pensionen.

ART. 23.

Een koninklijk besluit zal de omstandigheden bepalen waarin de frontchevrons zullen toegekend worden, die recht geven op de lijfrentē voorzien bij

réglera les différentes questions relatives au titre à remettre aux intéressés et au service de la rente.	titel II en zal de verschillende vraag- stukken regelen betreffende het aan de belanghebbenden af te leveren bescheid en den rentedienst.
---	--

Donné à Bruxelles, le 6 février 1919.

Gegeven te Brussel, den 6^e Fe-
bruari 1919.**ALBERT**

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Guerre,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Oorlog;

Pg. MASSON.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 FEBRUARI 1919.

Wetsontwerp houdende instelling eener begiffing ten voordeele der strijders
van den oorlog van 1914-1918.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Herhaalde malen heeft de dankbare Natie haren wil uitgedrukt de diensten te beloonen der dappere soldaten die de eer van het vaandel hebben verdedigd en het grondgebied hebben vrijgevochten.

De op het oogenblik der demobilisatie verleende toelagen, de verhooging der opsoldij van den chevron, de vergoeding voor huishoudlasten zijn slechts voorloopige maatregelen waarvan de verwezenlijking zich onmiddellijk na de krijgsverrichtingen opdrong.

Er dient verder gegaan en die voordeelen met duurzame schikkingen aan te vullen.

Dit is het doel van het wetsontwerp.

Het voorziet twee soorten belooning :

De eerste, uitsluitend tot de militairen van lagere rang bestemd, bestaat uit een familieaandeel dat aan den strijder en aan elk zijner geboren of ter wereld te komen kinderen zal gestort worden. Het aandeel van den man die op het slagveld of tegenvolge van kwetsuren is overleden zal op zijne weduwe en zijne kinderen, en, bij dezer ontstentenis, op zijne verwanten in opgaande lijn worden overgebracht.

Ter einde de verkwisting te vermijden, schier onvermijdelijk op het oogenblik van den terugkeer des soldaats, zullen deze verschillende verstrekkingen eerst geregeld worden zes maanden na de demobilisatie en ten vroegste den 20^e Januari 1920, om de begroting van het loopend dienstjaar niet te overlasten.

De tweede belooning wordt aan de militairen van allen rang verleend ; zij vindt hare reden in de bezorgdheid om den strijder bij te staan wanneer de last der vermoeienis en der jaren zijn druk zal doen voelen. Zij bestaat uit eene op de weduwe en de kinderen beneden 18 jaar overgangbare jaarlijksche rente.

De rente staat in verhouding met het aantal bekomen chevrons. Het is billijk rekening te houden met den onder de wapenen doorgebrachten tijd, en met den duur van het geleverd werk.

Het zijn de frontchevrons die als leiddraad tot de trapsgewijze verhooging der rente zullen dienen. Aangezien geen wettelijke tekst het bestaan er van vaststelt, zal een in uitvoering van het ontwerp getroffen koninklijk besluit hierin voorzien. Het besluit zal in hunne rechten kunnen herstellen de militairen die hunne chevrons verloren om feiten die geene inbreuk maken op 's legers eer of belang. Het ware niet billijk den aan een licht vergrijp schuldigen soldaat te berooven van eene geldelijke belooning welke hij bekomen heeft met door zijnen moed en zijne taaiheid opgeluisterde jaren.

Het wetsontwerp verklaart dat geene onvereinbaarheid bestaat tusschen de bij de wet ter zake voorziene pensioenen en de chevronsrente. De samengang is rechtvaardig : de eerste zijn de herstelling van geleden schade of de uitvoering eener wettige belofte vóór de indiensttreding, de tweede is de belooning van eene midden der grootste gevaren vervulde buitengewone inspanning.

Nevens de soldaten, zijn er hulpdienaars die aan het leger eene waardevolle medewerking hebben verleend : wij bedoelen de ziekenverpleegsters welke, onder de Hooge aansporing van H. M. de Koningin, een treffend voorbeeld gaven der toewijding en der zedelijke kracht waartoe de vrouw bekwaam is. Het is allerrechtvaardigst ze, in de uitdrukking der openbare dankbaarheid, bij de soldaten aan te sluiten.

Het is moeilijk van nu af de financiëele lasten van het ontwerp te schatten. Sommige statistiek-inlichtingen ontbreken en er zal een ruimen tijd noodig zijn om ze in te winnen. Met behulp der gegevens welke wij bezitten, meenen wij op 150 millioen de uitgave te kunnen ramen waartoe de eerste beschikking zal aanleiding geven, en op 250 millioen het tot den dienst der tweede uitgave benoodigd kapitaal.

De Minister van Oorlog,
Fg. MASSON.

**Projet de loi établissant une dotation
au profit des combattants de la
guerre de 1914-1918.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Guerre,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet dont la teneur suit, sera
présenté, en Notre nom, aux Chambres
législatives :

TITRE PREMIER.

Allocations de famille.

CHAPITRE PREMIER.

ARTICLE PREMIER.

Les militaires de rang subalterne
présents sous les armes à une date
antérieure au 11 novembre 1918, rece-
vront une récompense dite « allocation
de famille ».

Elle leur sera attribuée indépendam-
ment des autres avantages accordés au
moment de la démobilisation.

ART. 2.

L'allocation sera de 300 francs par
tête.

ART. 3.

Si le militaire est marié et père de
famille, chacun de ses enfants légitimes,
nés ou à naître, à l'exclusion de ceux

**Wetsontwerp houdende Instelling eene
begiftiging ten voordeele der strij-
ders van den oorlog van 1914-1918.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Oorlog,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud
volgt, zal, uit Onzen naam aan de Wet-
gevende Kamers onderworpen worden :

TITEL ÉÉN.

Familieaandeelen

EERSTE HOOFDSTUK.

ARTIKEL ÉÉN.

De militairen van lagere rang on-
der de wapenen aanwezig vóór den
11^{en} November 1918, zullen eene be-
looning ontvangen genaamd « familie-
belooning ».

Het zal hun toegekend worden bui-
ten de andere op het oogenblik der
démobilisatie verleende voordeelen.

ART. 2.

Het aandeel zal 300 frank per hoofd
bedragen.

ART. 3.

Zoo de militair gehuwd en huisvader
is, zal elk zijner geboren of ter wereld
te komen wettige kinderen, met uit-

âgés de 18 ans accomplis à la date du 11 novembre 1918, recevra une somme de 100 francs en un livret de caisse d'épargne.

Si l'un des enfants est prédécédé, laissant lui-même des enfants, ceux-ci toucheront tous ensemble l'allocation à laquelle leur auteur aurait eu droit.

Un arrêté royal déterminera le mode de constitution des livrets, ainsi que les conditions dans lesquelles les bénéficiaires pourront en disposer.

ART. 4.

Les allocations seront réglées à l'expiration des six mois qui suivront la démobilisation, sauf ce qui est dit au titre IV.

Toutefois elles ne seront payées, si le bénéficiaire est célibataire, que lorsqu'il aura atteint l'âge de 40 ans, à moins qu'il se marie avant l'expiration de ce terme; dans ce cas, les allocations seront liquidées dans le mois qui suivra la célébration du mariage.

ART. 5.

Les infirmières, attachées à un établissement hospitalier de l'armée à une date antérieure au 11 novembre 1918, bénéficieront des allocations prévues aux articles 2 et 3. Elles leur seront payées comme il est dit au § 1^{er} de l'article 4.

CHAPITRE II.

ART. 6.

Si le militaire est décédé avant la promulgation de la présente loi, sa

sluiting van diegene welke op datum van 11 November 1918, den vollen ouderdom van 18 jaar hebben bereikt, eene somme ontvangen van 100 frank op een spaarboekje ingeschreven.

Indien een der kinderen eerst is overleden, zelf kinderen achterlatend, zullen deze laatsten te samen het aandeel trekken waarop hun vader zou hebben recht gehad.

Een koninklijk besluit zal de wijze bepalen waarop de boekjes zullen worden gegeven, evenals de omstandigheden waarin de dragers er zullen kunnen overbeschikken.

ART. 4.

De aandeelen zullen vereffend worden op 't einde der zes maanden die op de demobilisatie zullen volgen, behoudens hetgene bij titel II wordt vermeld.

Zij zullen echter, indien de belanghebbende ongehuwd is, slechts uitbetaald worden wanneer hij den ouderdom van 40 jaar zal hebben bereikt, tenzij hij vóór het verstrijken van dezen termijn in het huwelijk trede; in dit geval, zullen de aandeelen vereffend worden binnen de maand na 't voltrekken van het huwelijk.

ART. 5.

De ziekenverpleegsters, werkzaam bij een hospitaal van het leger op eenen datum vóór den 11 November 1918, zullen de bij artikelen 2 en 3 voorziene aandeelen genieten. Zij zullen hun uitbetaald worden zooals vermeld bij § 1 van artikel 4.

HOOFDSTUK II.

ART. 6.

Indien de militair vóór de afkondiging van onderhavige wet is overleden,

veuve non remariée aura droit aux allocations qu'il aurait touchées s'il avait survécu, et chacun de ses enfants légitimes ou naturels bénéficiera des avantages stipulés au titre précédent.

Si l'épouse du militaire est prédécédée, l'allocation de 300 francs sera partagée entre les enfants du défunt ou leurs descendants, comme il est dit à l'article 3.

A défaut de la veuve et de postérité, l'allocation sera recueillie par les ascendants les plus proches en degré.

ART. 7.

Si le militaire vient à mourir après la promulgation de la présente loi et avant d'avoir reçu son allocation, celle-ci sera attribuée :

A la veuve survivante;

A son défaut, à ses enfants ou petits-enfants dans les conditions stipulées à l'article 3;

Enfin, aux ascendants à défaut de veuve et de postérité.

TITRE II.

Rente des chevrons.

ART. 8.

Il est institué en faveur des militaires de tout rang, présents sous les armes, à une date antérieure au 11 novembre 1918, une rente viagère à raison de leurs chevrons de front.

ART. 9.

Cette rente sera de 100 francs par an pour le premier chevron et de 50 francs

zal zijne niet hertrouwde weduwe recht hebben op de aandeelen welke hij zou getrokken hebben indien hij in leven was gebleven; en ieder zijner wettige of onwettige kinderen zal de bij voorgaanden titel bepaalde voordeelen genieten.

Indien de echtgenoot van den militair eerst is overleden, zal het aandeel van 300 frank verdeeld worden onder de kinderen van den overledene of hunne afstammelingen, zooals zulks bij artikel 3 is vermeld.

Bij gebreke der weduwe en van afstammelingen, zal het aandeel opgetrokken worden door de naastbij in graad bestaande verwanten in opgaande lijn.

ART. 7.

Komt de militair te overlijden na de afkondiging van de onderhavige wet en vooraleer zijn aandeel te hebben ontvangen, dan zal deze toegekend worden :

Aan de overlevende weduwe ;

Bij dezer ontstentenis, aan zijne kinderen of kleinkinderen in de bij artikel 3 bepaalde omstandigheden ;

Ten slotte, aan de verwanten in opgaande lijn, bij ontstentenis van weduwe of van afstammelingen.

TITEL II.

Chevronsrente.

ART. 8.

Er wordt ten voordeele der militairen van allen rang, die onder de wapenen aanwezig waren op eenen datum vóór den 11ⁿ November 1918, eene lijfrente ingesteld naar gelang hunner frontchevrons.

ART. 9.

De rente zal 100 frank per jaar bedragen voor den eersten chevron en

pour les autres; elle prendra cours à partir du jour où le militaire aura atteint l'âge de 55 ans.

ART. 10.

En cas de décès du militaire, sa veuve touchera la rente à laquelle il aurait eu droit. En cas de décès de la veuve, la rente sera attribuée aux enfants, jusqu'à ce qu'ils aient atteint respectivement l'âge de 18 ans.

ART. 11.

Si le bénéficiaire vient à mourir après l'échéance de la rente, celle-ci sera dévolue à sa veuve et, à son défaut, à ses enfants, dans les conditions énoncées ci-dessus.

ART. 12.

En cas de divorce ou de séparation de corps prononcés contre l'épouse, celle-ci sera déchue des avantages stipulés au présent titre. La rente sera reversée sur la tête des enfants communs jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis.

ART. 13.

Si la veuve se remarie, la rente sera dévolue pour moitié aux enfants du premier lit.

ART. 14.

Si le militaire est décédé pendant la campagne des suites de blessure ou de maladie contractée dans le service, sa veuve et, à son défaut, ses enfants jus-

50 frank voor de anderen; zij zal aanvang nemen te rekenen van den dag waarop de militair den ouderdom van 55 jaar zal bereikt hebben.

ART. 10.

Bij overlijden van den militair, zal zijne weduwe de rente genieten waarop hij zoude recht gehad hebben. Bij overlijden der weduwe zal de rente aan de kinderen toegekend worden tot wanneer zij den ouderdom van 18 jaar zullen bereikt hebben.

ART. 11.

Bij overlijden des genietters na den vervaltijd der rente, zal deze overgaan op zijne weduwe en, bij dezer ontstentenis, op zijne kinderen, onder hierbovenvermelde voorwaarden.

ART. 12.

In geval van scheiding uit den echt of bij lijve, ten nadeele der echtgenooten uitgesproken, zal deze laatste van de bij onderhavigen titel bepaalde voordeelen vervallen verklaard worden. De rente zal aan de kinderen gemeenschappelijk ten goede komen tot op vollen achttienjarigen ouderdom.

ART. 13.

Bij opnieuw in den echt treden der weduwe, zal de helft der rente op de kinderen van het eerste huwelijk overgaan.

ART. 14.

Indien de militair tijdens den veldtocht aan de gevolgen van verwondingen of van in den dienst opgedane ziekte overleden is, zullen de weduwe

qu'à l'âge de 18 ans, bénéficieront de la rente.

Celle-ci sera toujours calculée suivant le nombre de 8 chevrons.

ART. 15.

Les infirmières qui ont été au service de l'armée belge à une date antérieure au 11 novembre 1918, recevront une rente dont le taux sera déterminé à raison de 100 francs pour la première année de présence et de 50 francs pour chaque période subséquente de six mois.

Tous les articles du présent titre lui sont applicables, sauf la modification de la disposition ci-après.

ART. 16.

Si l'infirmière est décédée pendant la campagne des suites de blessure ou de maladie contractée dans le service, ses enfants auront droit à une rente calculée sur la base de quatre ans et demi de présence.

TITRE III.

Des disparus.

ART. 17.

Les dispositions prévues aux titres I et II en faveur de la veuve et de la famille du militaire décédé sont applicables à l'épouse et à la famille de celui qui est signalé comme « disparu ».

ART. 18.

Un arrêté royal déterminera les conditions dans lesquelles un homme sera réputé « disparu » dans le sens spécial de la présente loi.

of, bij dezer ontstentenis, hare kinderen tot op achttienjarigen ouderdom de rente genieten.

Deze zal in ieder geval op grondslag van 8 chevrons berekend worden.

ART. 15.

De ziekenverpleegsters die, op eenen datum vóór den 11ⁿ November 1918, in dienst van het Belgisch leger waren, zullen eene rente ontvangen vastgesteld op 100 frank voor het eerste jaar aanwezigheid en op 50 frank voor elk bijkomend tijdperk van zes maanden.

Al de artikelen van onderhavigen titel zijn op haar toepasselijk bij uitzondering van hiernavolgende schikkingen.

ART. 16.

Indien de ziekenverpleegster tijdens den veldtocht aan de gevolgen van verwondingen of van in den dienst opgedane ziekte overleden is, zullen hare kinderen recht hebben op eene rente berekend op grondslag van vier jaar en half aanwezigheid.

TITEL III.

Over de vermisten.

ART. 17.

De schikkingen voorzien bij titels I en II ten bate der weduwe en der familie van den overleden militair, zijn toepasselijk op de echtgenooten en op de familie van hem die als « vermist » aangeschreven staat.

ART. 18.

Een koninklijk besluit zal de omstandigheden bepalen waarin een man als « vermiste » aangeschreven staat in de bijzondere beteekenis van onderhavige wet.

TITRE IV.**Dispositions communes aux titres précédents.****ART. 19.**

Les allocations et la rente prévues aux titres précédents sont incessibles et insaisissables pour le tout.

ART. 20.

Elles sont indépendantes des dispositions qui seront prises ou qui sont en vigueur en vertu des lois sur les accidents du travail, des lois sur les pensions ainsi que des dispositions législatives prises en faveur des invalides de la guerre.

ART. 21.

Le paiement des allocations et arrérages prévus ci-dessus sera effectué au plus tôt à la date du 20 janvier 1920.

ART. 22.

Les droits à l'obtention et à la jouissance de l'allocation de famille ainsi qu'à la rente des chevrons sont suspendus dans les cas prévus à l'article 27 de la loi du 24 mai 1838 sur les pensions militaires.

ART. 23.

Un arrêté royal déterminera les conditions dans lesquelles seront attribués les chevrons de front donnant droit à la rente viagère prévue au titre II et

TITEL IV.**Schikkingen die aan de voorgaande titels gemeen zijn:****ART. 19.**

De aandeelen en de rente bij voorgaande titels voorzien zijn over het geheel onafstaanbaar en onaantastbaar.

ART. 20.

Zij zijn onafhankelijk van de bepalingen die zullen getroffen worden of in voege zijn krachtens de wetten op de werkongevallen, de wetten op de pensioenen alsmede de wetgevende schikkingen getroffen ten bate der oorlogsverminkten.

ART. 21.

De betaling der hierboven voorziene aandeelen en achterstellige sommen zal ten vroegste op datum van 20 Januari 1920 geschieden.

ART. 22.

De rechten tot het bekomen of tot het genieten van het familieaandeel alsmede der chevronsrente worden geschorst in de gevallen voorzien bij artikel 27 der wet van 24 Mei 1838 op de militaire pensionen.

ART. 23.

Een koninklijk besluit zal de omstandigheden bepalen waarin de frontchevrons zullen toegekend worden, die recht geven op de lijfrente voorzien bij

réglera les différentes questions relatives
au titre à remettre aux intéressés et au
service de la rente.

Donné à Bruxelles, le 6 février 1919.

titel II en zal de verschillende vraag-
stukken regelen betreffende het aan de
belanghebbenden af te leveren bescheid
en den rentedienst.

Gegeven te Brussel, den 6ⁿ Fe-
bruari 1919.

ALBERT

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Guerre,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Oorlog,

FG. MASSON.
